



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des Collectivités Locales

et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées

AXR/ 742

ARRÊTÉ

Du 23 DEC. 2016

**portant mise en demeure à la Société SUEZ RV Nord Est,
de respecter les dispositions
de l'arrêté préfectoral du 07 octobre 2005
réglementant ses installations de transit et de tri de déchets
sises à SAINT-LOUIS**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-280-1 du 07 octobre 2005 portant autorisation d'exploiter à la société SODEC à Saint-Louis ;
- VU** le changement de dénomination sociale au nom de SUEZ RV Nord-Est en date du 07 septembre 2016 ;
- VU** le rapport du 07 décembre 2016, de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, relevant les constats effectués lors de la visite d'inspection du 13 octobre 2016 ;

CONSIDÉRANT

- qu'une zone non revêtue d'environ 15 m² à proximité de la zone de récupération de métaux est susceptible d'être polluée par un écoulement provenant de la zone de récupération, en contradiction avec les prescriptions de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral susvisé,
- que les émissions de bruit ne respectent pas les dispositions de l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral du 07 octobre 2005 susvisé,
- que les aires de réception des déchets et de stockage ne sont pas nettement délimitées, séparées et clairement signalées, contrairement aux dispositions de l'article 15.3 de l'arrêté préfectoral susvisé,

- que l'éclairage de sécurité de l'exploitation ne respecte pas les dispositions de l'article 15-3 de l'arrêté préfectoral du 07 octobre 2005 susvisé,
- les ressources en eaux doivent comprendre trois poteaux incendie normalisés [...] délivrant chacun un débit de 60 m³/h à 1 bar minimum, conformément à l'article 16.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, et qu'un seul poteau répond à la prescription lors de l'inspection,
- que l'article 16.3 de l'arrêté préfectoral susvisé, prescrit à l'exploitant de constituer et former une équipe de première intervention opérationnelle en permanence sur le site, et que cette équipe n'est pas constituée ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des non-conformités aux dispositions des articles 9.2.3, 12.2, 15.3, 16.2 et 16.3 de l'arrêté préfectoral du 07 octobre 2005 susvisé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :
« indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} : La société SUEZ RV Nord Est, dont le siège social est situé au 154 rue de Mulhouse à Saint-Louis (68 300), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de son installation située à la même adresse, les prescriptions suivantes :

- **Dans un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

Article 15.3 – CONCEPTION GÉNÉRALE - Règles d'aménagement

« Les installations électriques sont conformes à la réglementation en vigueur. Elles sont entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. »

- **Dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

Article 16.3 – PLAN D'INTERVENTION

« L'exploitant doit constituer et former une équipe de première intervention qui est opérationnelle en permanence pendant les heures d'ouverture de l'exploitation. »

- **Dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

Article 16.2 – SÉCURITÉ INCENDIE

« Les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'interventions ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, y compris en période de gel. Ces ressources comprennent 3 poteaux incendie normalisés, implantés à moins de 100 m des bâtiments et délivrant chacun un débit de 60 m³/h à 1 bar minimum. »

L'exploitant justifiera du bon dimensionnement des ressources en eau par les résultats d'un contrôle des débits des 3 poteaux incendies en simultanés, et/ou la mise en place des moyens complémentaires éventuellement nécessaires au regard de ces résultats.

Article 9.2.3 – EAU - AIRE DE CHARGEMENT - TRANSPORT INTERNE

« Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets doit être étanche et incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, de ruissellement et les eaux polluées. »

- Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 12.2 – BRUITS ET VIBRATIONS – Valeurs limites

« De manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles définies précédemment, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes :

- période de jour allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés :
point 1 : 59 dB(A)–point 2 : 55 dB(A)–point 3 : 53 dB(A)–point 4 : 68 dB(A)
- période de nuit allant de 22 h à 7 h, ainsi que dimanches et jours fériés :
pas d'activité »

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur de la société SUEZ RV Nord Est et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 23 DEC. 2016

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Christophe MARX

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100